

La guerre en Ukraine enterre le mythe du nucléaire « civil »

L'idée diffusée depuis 70 ans qu'il existe un nucléaire civil et pacifique s'écroule avec l'invasion de l'Ukraine. Historiquement liées au militaire, les installations nucléaires sont de fait des cibles militaires très dangereuses.

Ce serait drôle si ce n'était pas effroyable. Au début du mois de février, au nom de la lutte contre le réchauffement climatique, la Commission européenne a consacré l'électricité nucléaire comme « *énergie verte* ». Et depuis début mars, toute l'Europe retient son souffle en pensant aux quinze réacteurs ukrainiens aujourd'hui situés en pleine zone de guerre. Il ne s'est pas écoulé un mois depuis la labellisation, obtenue sous la pression française, pour que cette « *énergie verte* » ne fasse redouter une catastrophe écologique à l'échelle du continent. Décidément, les labels ne sont pas fiables.

Dans un article intitulé « *Réacteurs nucléaires en zone de guerre ? Un nouveau type d'arme* », Rodney Ewing, professeur de sûreté nucléaire au Center for International Security and Cooperation de l'université de Stanford, rappelle quelques faits : un réacteur nucléaire (la centrale ukrainienne de Zaporijia touchée par bombardement russe en compte six) contient un stock de produits de fission radioactifs bien supérieur à celui que produit une arme comme la bombe A d'Hiroshima.

« Une bombe environnementale »

Bien sûr, « *un réacteur n'est pas une bombe nucléaire* », au sens où il n'est pas conçu pour tuer des centaines de milliers de personnes par effet de souffle. Mais « *libérer les combustibles hautement radioactifs d'un réacteur équivaut à créer une bombe environnementale* ». Même le plutonium et l'uranium irradiés stockés dans les piscines des centrales après avoir été utilisés dans les réacteurs « *constituent un danger immédiat pour les personnes et une menace de très longue durée pour l'environnement — nécessitant des zones d'exclusion à l'échelle de milliers de kilomètres carrés* ». Le professeur de sûreté nucléaire précise : « *À une distance d'un mètre, une personne exposée à des combustibles nucléaires usagés (retirés d'un réacteur depuis un an) recevra une dose létale en moins d'une minute.* »

Le raisonnement qui en découle est simple. Si l'Ukraine abrite quinze réacteurs nucléaires, la France, pour une superficie équivalente, en compte 56. Mais ces centrales ne sont que la partie émergée de l'infrastructure atomique de notre pays : on recense sur le territoire 175 installations nucléaires de base : usines d'enrichissement d'uranium, laboratoires, usines de traitement de combustibles irradiés, stockage de déchets, etc. En temps de paix, veiller à la sécurité de ces sites est déjà acrobatique. Même avec une administration en état de marche et tous les moyens techniques et humains disponibles, une centaine d'incidents divers surviennent chaque année : défaillances, pannes, fuites, irradiations accidentelles. Que deviendraient toutes ces installations à haut risque au milieu des tirs et des bombardements ?

Le nucléaire « civil » n'existe pas

En fait, la maîtrise de la fission nucléaire et la gestion de substances aussi dangereuses, déjà difficiles en temps normal, sont impossibles dans un monde instable, que ce soit dans un contexte de dérèglement climatique ou de guerre. Et la flambée de violence en Ukraine nous apprend que le nucléaire « *civil* » n'existe pas : il suffit d'un affrontement pour qu'il devienne « *militaire* ». Il suffit d'un changement de décor pour que le « *parc nucléaire* » (notez comme l'expression évoque le calme d'un grand jardin et le paisible ronron de machines maîtrisées) se mue en un arsenal atomique dirigé contre nous-mêmes.

Cela paraît aller de soi. Mais le plus étrange est qu'on semble le découvrir aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que cet aveuglement a été construit. Son histoire remonte à un célèbre discours d'Eisenhower à l'assemblée générale des Nations Unies, en décembre 1953. Ce jour-là, le chef d'État américain annonçait la création de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). Elle aurait pour mission de « *renverser l'effroi causé par la course à l'armement atomique* » en mettant « *les matières fissiles au service des objectifs pacifiques de l'humanité* ». L'AIEA assure depuis lors la promotion de l'électricité nucléaire dans le monde entier pour, selon les mots d'Eisenhower, « *faire disparaître la peur de l'atome des esprits des citoyens et des gouvernements de l'Est et de l'Ouest* ». Il n'y a rien à craindre des « *atomes pour la paix* », a-t-on expliqué aux habitants des pays où l'on construit ensuite les centrales nucléaires, puisqu'elles sont l'exact opposé de l'arme atomique : « *Le moyen de mettre la miraculeuse inventivité de l'homme au service, non plus de la mort, mais de la vie.* »

Dans les imaginaires, l'atome c'est la guerre, le nucléaire c'est la paix

Tout au long des années 1970-80, les mouvements écologistes ont pourtant démontré que nucléaire civil et militaire étaient indissociables, ne serait-ce que parce qu'on fabrique des bombes atomiques en retraitant le plutonium des centrales. Greenpeace alerte depuis des années sur les conséquences d'une attaque terroriste sur un réacteur. Mais l'idéologie de l'électricité nucléaire comme œuvre rédemptrice, comme contrepoint progressiste de la barbarie destructrice de la Seconde guerre mondiale, a perduré. Dans les imaginaires, l'atome c'est la guerre, le nucléaire c'est la paix.

On réalise aujourd'hui qu'il s'agissait d'un seul et même phénomène à l'heure où la menace des « *atomes pour la guerre* » et celle des « *atomes pour la paix* » se superposent. Dans le conflit actuel s'additionnent le danger de la guerre atomique et celui de l'accident nucléaire, la terreur de nos infrastructures civiles et militaires cumulées.